

MONDE

Mouvement du 15-M

Une autre politique est possible. Une autre gauche est nécessaire

Jaime Pastor*

L'IRRUPTION DU MOUVEMENT DU 15-M^{1/}, la déroute électorale du PSOE le 22 mai passé, ainsi que l'ascension de *Bildu* en Euskadi représentent trois événements qui modifient le panorama politique en Espagne. Il faut analyser chacun d'eux pour voir si la gauche est en état de donner une réponse adéquate à la nouvelle période qui va s'ouvrir à partir du triomphe probable du Parti populaire lors des prochaines élections générales [dont la date a été avancée par Zapatero au 20 novembre 2011, et non plus en mars 2012].

L'émergence du Mouvement du 15-M et son succès symbolique comme force sociale capable d'aller à l'encontre du « sens commun » dominant – celui de la résignation devant « l'état d'exception » économique et social – et de modifier l'agenda médiatique et politique en pleine campagne électorale [les élections régionales et municipales du 22 mai 2011] constituent sans doute un événement dans le sens fort du terme. Il s'agit encore d'un sujet nouveau dans un processus de construction. Toutefois, en un peu plus d'un mois il a réussi à engendrer un cycle de mobilisation soutenue face à une « classe politique » et à des pouvoirs économiques non-élus qui ont vidé de contenu une démocratie toujours plus formelle. Sa transformation en un mouvement dont la vocation est de durer peut le convertir en un facteur déterminant du processus de recomposition de l'ensemble des mouvements sociaux et des forces de gauche.

Mais le plus significatif, c'est que le protagoniste de cette protestation ait été une nouvelle génération qui s'est lancée dans l'action collective pour la première fois et s'est dotée très rapidement d'un degré d'auto-organisation et de créativité admirables, démontrant ainsi que non seulement elle critique la politique officielle, mais qu'elle met en pratique d'ores et déjà une autre politique et une autre manière de la faire. Il faut reconnaître à cette explosion un mérite d'autant plus grand qu'après le pacte sur la réforme des retraites signé par les grands syndicats, l'espérance que s'ouvrirait un nouveau cycle de luttes, qui avait à peine commencé avec la grève générale du 29 septembre 2010, semblait s'être évanouie.

* Jaime Pastor est professeur de sciences politiques de l'Université nationale à distance (UNED) et membre de la rédaction de la revue *Viento Sur* [article publié dans l'édition espagnole du *Monde Diplomatique* de juillet 2011].

^{1/} Le « mouvement des indignés » en Espagne a été baptisé 15-M en référence à une première manifestation organisée le 15 mai à Madrid.

La légitimité sociale dont jouit le mouvement, corroborée par les enquêtes d'opinion, nous donne le droit d'être optimistes et de pouvoir prévoir que, partant des réseaux sociaux initiaux avec le niveau de conscience atteint en peu de temps autour d'un ensemble de revendications de base (et pas seulement celles du « consensus minimal » initial) et de formes d'action (avec la désobéissance civile non violente comme autre marque d'identité partagée), il puisse réussir à jouer un rôle clé dans la période qui s'ouvre.

A tout cela s'ajoute son impact international qui confirme que ce qu'il dénonce est partagé par des millions de personnes dans le monde entier. Parce que, en réalité, tant le slogan initial des manifestations du 15-M (« *Nous ne sommes pas des marchandises dans les mains des politiciens et des banquiers* ») que les slogans qui ont présidé au saut en avant du 19-Juin (« *Contre la crise et le capital* », « *Non au pacte de l'euro* ») marquent la remise en question de la même « thérapie de choc » néo-libérale appliquée dans un nombre croissant de pays.

Pour ce qui est de la débâcle électorale du PSOE, il est certain que le principal bénéficiaire en est le Parti populaire [dont le dirigeant actuel est Mayriano Rajoy] qui franchit un pas significatif vers de nouvelles parcelles de pouvoir institutionnel. Le PP peut ainsi se préparer à sa probable victoire lors des élections générales et à la consolidation du bloc hégémonique qu'il aspire à représenter, avec ou sans *Convergència i Unió* [CiU est la force de droite en Catalogne]. Mais comme l'a fait remarquer José Luis Zárraga^{2/}, il est important de souligner que l'énorme recul qu'a connu le PSOE, en perdant un million et demi de votes, a été dû fondamentalement à la déception engendrée chez la grande majorité de ses électrices et électeurs par le tournant déjà ouvertement néo-libéral de Rodríguez Zapatero à partir du sommet de l'UE du 9 mai 2010. Un tournant qui non seulement s'est maintenu, mais qui s'accroît davantage encore avec les affrontements qui accompagnent le « Pacte pour l'euro » [Zapatero a conduit des contre-réformes sur le terrain de la législation du travail, du chômage, des retraites ; en septembre 2011 s'annonce une réforme des impôts sur les sociétés ; grâce aux élections anticipées, le PSOE espère laisser la responsabilité d'un budget d'austérité pour 2012 à la droite, dans la mesure où elle devrait gagner les élections.]

Le PSOE, de plus en plus écarté du pouvoir institutionnel, entre ainsi dans la plus grande crise d'identité, de projet et de direction de toute son histoire. Il n'y a pas d'espoir fondé que l'option Alfredo Perez Rubalcaba [candidat à la succession de Zapatero et ex-vice président et ministre de l'Intérieur] soit capable de freiner à court terme la fuite de militant-e-s et électeurs.électrices, puisqu'il ne semble plus que la peur de la victoire du PP soit encore efficace au point où on en est. Encore moins parmi la jeune génération qui a fait irruption dans la vie politique parce que, comme l'a reconnu Antonio García

^{2/} « *Giros y contorsiones* », Público, Madrid, 27 mai 2011.

Santesmases, « *ce dont ils ont marre, c'est du moindre mal et ils considèrent*

MONDE

le moment venu de dire ça suffit »^{3/}. Le risque d'un effondrement semblable à celui qu'a connu l'UCD [Union démocratique du centre, créée en 1977 et qui, sous la houlette d'Adolfo Suarez, a assuré de 1977 à 1983 la transition de l'après-franquisme] ne paraît pas probable. Ce qui l'est, par contre, c'est une « traversée du désert » à la recherche d'une « refondation » qui semble impossible dans un parti dont la vie interne a été vidée sous l'ère Zapatero dont le fiasco final ne pouvait pas être plus fracassant.

Devant cette fin de cycle social-libéral, ni Izquierda Unida [La Gauche unie a été fondée en 1986; cette coalition réunit différentes composantes, dont la principale est celle du Parti communiste], ni le projet Equo-Espacio Plural [une plate-forme politique qui cherche, depuis mai 2010, à regrouper diverses composantes telles Initiative pour une Catalogne verte, etc.] ne paraissent pouvoir remplir le vide que laisse le social-libéralisme. Ces forces ne peuvent recueillir le fruit des attentes d'une autre politique et d'une autre gauche qui ont surgi avec le mouvement du 15-M.

Izquierda Unida (IU) propose certes un programme anti-néolibéral et social-démocrate qui pourrait contenter certains secteurs qui votaient jusqu'ici PSOE. Mais elle n'est pas capable de surmonter sa relation malade avec le PSOE, comme on a pu le vérifier au travers de son comportement dans de nombreuses municipalités et quelques communautés autonomes (ici, elle participe au gouvernement avec le PSOE, comme dans les Asturies ; là, elle permet que gouverne le PP, comme aujourd'hui en Extrémadure). De même, IU n'est pas capable d'apparaître comme une force crédible, comme une force d'« alternance » de gouvernement aux yeux d'une partie de ces mêmes secteurs. À ces limitations s'ajoute un « modèle » de parti dont la bureaucratisation interne reproduit la figure du « politicien professionnel » tant critiquée par les récentes manifestations.

Equo-Espacio Plural, de son côté, se meut dans un espace d'indéfinition à l'ambiguïté calculée où semble primer une orientation vers les partis verts européens qui, dans le meilleur des cas, tend à faire primer le vert sur le « rouge ». À cela s'ajoute la diversité des alliances que pratiquent les forces d'Espacio Plural avec, par exemple, le cas de Valence [troisième ville d'Espagne], où il forme une coalition avec *Compromís* (composé entre autres par le parti *Bloc* qui est proche du parti de droite CiU).

Vers la construction d'une alternative politique

Malgré tout cela, il est possible qu'Equo, qui porte une attention plus forte à la crise écologique, qui n'est pas marqué par l'étiquette « communiste » comme l'est IU et qui bénéficie de l'aide d'une partie des médias « progressistes », puisse être attractive pour un secteur d'ex-électeurs et électrices du PSOE, voire d'absentionnistes et réussisse à réunir un pourcentage significatif de voix.

Dans tous les cas, étant donné le système électoral en vigueur, la division

^{3/} « La emergencia de una nueva izquierda », *El Mundo*, Madrid, 25 mai 2010. des deux formations ne les favorise pas et il ne semble pas que les efforts

de l'aile d'*Izquierda Unida* représentée par Gaspar Llamazares pour les faire converger, puissent aboutir hors de la Catalogne.

Le succès électoral de la coalition basque *Bildu* est sans doute un autre phénomène qui a secoué le paysage politique, au Pays basque pour sûr, mais au-delà dans une majorité de la société espagnole conditionnée par la propagande médiatique et donc déconcertée devant l'appui social qu'a réuni *Bildu*. Diverses inconnues s'ouvrent quant à son avenir, celui de *Sortu* [en basque ce terme signifie naître ou surgir, cette force dit rejeter la violence armée d'ETA et est apparue sur la scène publique en février 2011] et celui d'ETA. Mais il est évident que, au-delà des compromis que *Bildu* devra faire dans son travail de gestion institutionnelle, le triomphe électoral d'une gauche abertzale libérée de l'hypothèque d'ETA représente un défi face à l'hégémonie traditionnelle du Parti nationaliste basque (PNV) tout comme au gouvernement illégitime PSOE-PP et annonce une déstabilisation du cadre politique et social basque dont les conséquences affecteront également le reste de l'État espagnol.

La droite espagnole extrême pratique une stratégie d'affrontement avec la gauche nationaliste basque, qu'elle réduit à une « vitrine d'ETA », alors que son audience ne cesse de s'élargir. Mais, en réalité, la crédibilité de la droite ne peut que s'affaiblir, surtout si l'organisation armée décide l'arrêt définitif de la violence armée. Dans ce cas, on se trouverait dans un meilleur contexte pour rouvrir le débat sur le respect du droit du peuple basque à choisir son destin. La montée de *Bildu* semble également servir de stimulant pour la croissance de gauches nationalistes radicales dans d'autres régions, comme nous le voyons déjà en Catalogne avec les candidatures d'*Unitat Popular*. Mais celles-ci ne devraient pas sous-estimer la nécessité d'une gauche qui défende la reconnaissance de la plurinationalité à l'échelle de l'État espagnol tout entier, ni la nécessité pour elles de confluer avec un mouvement comme celui du 15-M. Ce dernier, cependant, manifeste peu de réceptivité à cette problématique.

Dans un récent article^{4/}, Jordi Borja suggérait qu'au vu de ce qui s'est passé lors des élections et sur les places, il fallait « recommencer. C'est ce qui émerge des actuelles mobilisations. Construire à partir des réseaux sociaux et des places d'assemblées, agglutiner des objectifs et revendications et impulser des actions décentralisées, assumer la diversité des mouvements et développer graduellement une alternative politique. » Il est difficile de ne pas être d'accord avec cette conclusion, pour autant qu'il ne s'agisse pas de recommencer à zéro et qu'il soit entendu que la marche vers la construction d'une « alternative politique » doit se faire à partir du respect de l'autonomie du mouvement du 15-M sans chercher à l'instrumentaliser.

Car on ne peut pas contester la centralité de ce mouvement dans le nouveau cycle qui s'ouvre enfin. En même temps, il serait destructeur de le

convertir en un champ d'affrontements ou d'instrumentalisation de la part de différents courants politiques. Au

^{4/}« Carta de Barcelona : Elecciones y campamentos en las plazas », *Sin Permiso*, 10 juin 2011.

MONDE

contraire, il faut parier sur la découverte par le mouvement de nouvelles failles dans le système pour ouvrir des brèches qui contribuent à la construction progressive d'un bloc social, politique et culturel contre-hégémonique face au bloc actuellement hégémonique et en ascension de la droite. Les partis de la « gauche de la gauche », le nouveau syndicalisme alternatif qui peut s'affirmer – y compris au sein même des syndicats majoritaires – ainsi que les divers mouvements sociaux alternatifs devraient s'insérer dans ce processus de construction du bloc antagoniste avec humilité et le désir d'apprendre de toute la créativité que démontre le mouvement du 15-M dans ses débats, ses formes d'organisation et ses répertoires d'actions.

Cela afin de mettre en pratique effective une autre politique et une autre manière de la faire. Parce que, comme l'ont si bien écrit José Manuel Naredo et Tomás Villasanté, « nous avons tous été débordés » par cette explosion de la protestation^{5/}. Pour cette raison même, les « tables rondes de convergence » qui ont commencé à apparaître il y a quelques mois devraient éviter de chercher à se mettre en avant dans ce mouvement, éviter de l'instrumentaliser, et se contenter de le respecter en prenant sa place dans les sensibilités et les cultures qui cohabitent en son sein. C'est ce que devrait faire aussi la gauche radicale et anticapitaliste qui, du fait qu'elle est en majorité jeune, peut confluer plus facilement avec cette nouvelle génération qui a faim d'idées-forces et de propositions, tout en apprenant d'elle et en s'appliquant à soi-même le slogan : « *Nous allons lentement parce que nous allons loin .* »

C'est probablement dans et avec ce mouvement qu'il sera possible d'avancer dans la construction d'une autre gauche avec pour horizon la nécessité de rompre avec les règles du jeu en vigueur depuis l'« Immaculée Transition », après la mort de Franco [20 novembre 1975] et faire pression en faveur d'un nouveau processus constituant qui contribue à offrir un cadre plus favorable pour une sortie alternative à la crise systémique actuelle. N'oublions pas en effet que même certaines des revendications que le mouvement du 15-M a mises sur le tapis entrent en collision avec des pactes qui non seulement ont imposé le silence sur le passé, mais ont aussi jeté les fondations d'un avenir qu'on voudrait encore imposer, trente ans après, à une majorité de la société espagnole qui n'a même pas voté la Constitution de 1978.

Ce pari ne doit toutefois pas nous amener à nous faire des illusions sur les difficultés de concrétiser ce projet à court terme. Il semble que, enfin, maintenant, s'engage vraiment la « lutte de classes par en-bas ». Mais pour le moment, ceux qui pratiquent la « lutte de classes par en-haut » – et le font sans complexes depuis longtemps – continuent de dominer. L'arrivée au gouvernement du PP – et avec lui de toute une coalition sociale d'intérêts déterminée à durcir encore plus, si c'est possible, le régime de la Transition et en finir avec ce qui reste de l'État providence – doit nous rappeler que le rapport des forces continue

^{5/} « Democracia real, desde abajo, sin siglas y sin jefes », Rebelión.org, 10 juin 2011.

d'être défavorable pour ceux et celles d'en-bas.

C'est pourquoi nous devons penser moins aux prochaines élections et plus à construire un large et massif mouvement de désobéissance civile qui soit capable de délégitimer, dans les faits, les politiques injustes que veulent appliquer le gouvernement central, les Communautés autonomes et de nombreuses municipalités. Des fruits que peut donner cette opposition sociale pourra naître aussi la sève neuve, si nécessaire pour nourrir cette gauche.

(Traduction À l'Encontre)

